



## Compte-rendu APL du Conseil d'Établissement 9 décembre 2025

### (Synthèse à l'attention des parents)

Les informations détaillées (dont la liste exhaustive de tous les participants) figureront dans le procès-verbal officiel. L'APL met ici en avant les points jugés prioritaires pour les familles.

#### **Présents :**

##### **Membres de droit :**

Monsieur Olivier Guyonvarch, Consul Général par intérim, Madame Patricia Connell, Présidente du Conseil Consulaire de Londres, Madame Bellus-Ferreira, Provisseure, Madame Viana, Provisseure-adjoint, Monsieur Léridon, Provisseur-adjoint, Madame Muriel Cellier, Directrice Administratif et Financier, Madame Shulver, Designated safeguarding lead, Monsieur Jeanson, Directeur de l'école Marie d'Orliac, Monsieur Gilles Soulié, Directeur de l'école de South Kensington, Monsieur Riggs, Directeur de l'école André Malraux, Monsieur Ventelou, Directeur de l'école Wix, Monsieur Sagot, CPE.

##### **Représentants des personnels :**

Madame Gabet, représentant SGEN-CFDT, Monsieur Oppenheim, représentant SGEN-CFDT, Madame Moss, SE-UNSA, Madame, Primaire, Madame Moriniere, ATOSS, Madame Ben-Ayed, ATOSS

##### **Représentant Anciens du LFCG : Mr Matthieu Robbins**

##### **Représentants des associations de parents d'élèves :**

Pour l'APL : Madame Berlin - Présidente, Madame Assemat - Vice présidente, Madame Buland - Trésorière, Madame Terrasse.  
Pour le CIPL : Monsieur Jantet, William Halff, Ophélie Lafitte

La séance a débuté par une déclaration liminaire du CIPL qui a soulevé plusieurs préoccupations importantes. Les représentants ont exprimé leur vive inquiétude face à la hausse des frais de scolarité, jugée très supérieure à l'inflation actuelle. Ils demandent que cette augmentation soit examinée à nouveau, voire annulée. Par ailleurs, ils réclament davantage de transparence financière et un meilleur accès aux données budgétaires et comptables. Une maîtrise rigoureuse des comptes est attendue, avec une affectation exclusive des fonds aux besoins réels du Lycée. Enfin, ils souhaitent que l'avis des parents soit davantage pris en compte dans les décisions.

#### **I – Instances de l'établissement**

Les listes des participants aux différentes instances ont été validées.

Le Conseil d'Établissement se réunira au moins une fois par trimestre, tandis que le Conseil du Second Degré tiendra au moins deux séances par année scolaire. Le Conseil de Discipline sera convoqué en fonction des besoins qui se présenteront.

Concernant le Conseil d'Hygiène et Sécurité (CHS), au moins deux réunions annuelles sont prévues. Cette instance comprend 4 sièges attribués aux représentants de l'administration et 4 personnels, dont 2 enseignants et 2 ATOSS. Pour le Conseil Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT), la composition reste identique au fonctionnement précédent avec 6 sièges pour les représentants du personnel et 6 pour l'administration.

Le Comité d'Initiative et de Coordination des Usages (numériques/pédagogiques) CISU, dédié à la formation continue, se réunira au minimum 3 fois par an. Quant au Conseil de Vie Collégienne (CVC) et au Conseil de Vie Lycéenne (CVL), ils se réuniront selon les besoins identifiés.

Le règlement intérieur du Conseil d'Établissement a été adopté à l'unanimité.

#### **II – Safeguarding**



Mme Shulver a présenté un suivi détaillé des incidents et accidents survenus sur l'ensemble des sites du LFCG. Depuis son arrivée, un traçage systématique des accidents a été mis en place, ce qui a permis d'observer une baisse globale de leur nombre, notamment en cour de récréation grâce à une supervision améliorée. Les données sont disponibles pour l'ensemble des écoles, mais une ventilation complète par site n'a pas encore été effectuée. Cette demande, formulée par l'APL dans les écoles primaires, a été entendue et lors des prochains conseils d'écoles, il sera possible d'obtenir les données par site concernant spécifiquement les accidents.

S'agissant du harcèlement, tous les cas font l'objet d'un enregistrement et d'une catégorisation précise. Ces données sont ensuite utilisées par le LFCG pour adapter et améliorer le programme PSHE. Les associations de parents ont demandé que ce point soit inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil.

#### **Absences et mobilité des élèves :**

Un suivi renforcé est assuré en collaboration avec les services d'admission. La mobilité importante des familles nécessite un suivi particulièrement approfondi. Si les taux d'absences sont globalement corrects, certains pics restent préoccupants, notamment ceux observés en juin-juillet 2024 et durant les périodes précédant les vacances scolaires.

#### **Formations du personnel :**

Plusieurs formations obligatoires sont dispensées au personnel : sécurité, safeguarding, lutte contre le racisme, gestion des vulnérabilités et risques en ligne. Un alignement entre le secondaire et le primaire a été mis en place avec une journée complète de formation safeguarding organisée dans chaque école primaire. La plateforme IASCO est utilisée pour ces formations, ce qui rend nécessaire l'aménagement d'un temps de travail spécifiquement dédié.

#### **Comités internes**

Plusieurs comités ont été évoqués, dont les comités safeguarding (CHS, PSHE/CESC).

#### **SEN Committee :**

L'APL a interrogé l'établissement sur l'équivalence entre le SEN committee et la commission EBEP prévue dans la circulaire de l'AEFE. Il s'agit effectivement de la même instance, mais sa mise en place a nécessité un important travail de coordination entre les exigences françaises et britanniques. L'ouverture progressive aux représentants des parents d'élèves et aux élèves se fera lors des prochaines réunions.

#### **Partenariats externes :**

Le lycée collabore avec UCL pour les formations SEND et travaille avec la police dans le cadre de l'Operation Encompass, qui permet le signalement des cas de violence domestique. Une formation Savy Security Attack a également été organisée.

#### **Protection des données et IA :**

L'évolution rapide des technologies nécessite des mises à jour fréquentes des procédures. Les questions liées à la reconnaissance faciale entraînent des obligations renforcées en matière de stockage sécurisé, de confidentialité et de conformité au RGPD.

**NOTE :** Certains indicateurs de safeguarding ne peuvent être communiqués qu'à l'Ambassade.

### **III. Projet d'évaluation**

Le constat a été fait d'une inégalité croissante face aux devoirs à la maison. Tous les élèves n'ont pas le même accès aux ressources, qu'il s'agisse de l'IA, des aides externes ou du tutoring. L'usage croissant de l'intelligence artificielle suscite également des inquiétudes, car il devient difficile de garantir que le travail rendu est bien personnel.

C'est pourquoi, à partir du 2e trimestre, il a été décidé de plafonner les notes des devoirs faits à la maison entre 10 et 30% de la moyenne selon les disciplines. L'objectif poursuivi est double : garantir l'équité entre élèves tout en conservant l'intérêt pédagogique des devoirs à domicile.

### **IV. Calendrier des examens écrits**

Des ajustements seront possibles en juin pour les examens du brevet (dont la date n'est pas encore connue) et pour les autres examens nationaux. Des journées ou demi-journées allégées seront organisées pour permettre le bon déroulement des examens. Les parents qui souhaiteraient que le lycée défalque le prix journalier de leur facture verront leur demande refusée.



Les épreuves anticipées de français et de mathématiques auront lieu le 8 juin. À ce sujet, l'APL a contacté le Ministre de l'Éducation Nationale pour demander une égalité de traitement entre les centres de l'étranger et la métropole. Cette lettre a été co-signée par 11 autres établissements.

## V. Organisation pédagogique

Le Lycée assure la continuité pédagogique en disposant d'un pool de remplaçants recrutés via des agences d'intérim, tant pour les enseignements en français qu'en anglais.

## VI. Affaires financières

NOTE DE L'APL: LE CA de l'AEFE aura lieu le 18 décembre ce qui n'a pas permis le 11 décembre d'obtenir des réponses concernant les questions relatives à la demande du gel des frais de scolarité demandé par l'APL en octobre dernier (cf Lettre jointe à laquelle la directrice de l'AEFE n'a toujours pas répondu). L'APL est en contact avec les officiels présents le 18 décembre et des membres de la Fapee. L'APL tiendra donc les familles informées dès que les décisions prises lors du CA de l'AEFE lui seront communiquées.

Mme Muriel Cellier, DAF, a présenté les points suivants :

### Budget Rectificatif n°2 de 2025 + Budget 2026

#### Cadre budgétaire

L'exercice budgétaire s'étend du 1er janvier au 31 décembre. Le lycée fonctionne avec un budget consolidé unique comportant une ligne "ressources propres" qui remonte à l'AEFE. Le BR2 constitue le "budget d'atterrissage" et permet de se rapprocher des résultats réels au 31 décembre.

#### Trois enveloppes principales

Le budget se structure autour de trois enveloppes : l'enveloppe GPR dédiée à la masse salariale, l'enveloppe de fonctionnement qui couvre les charges courantes (bâtiments, énergies, loyers, services), et enfin l'enveloppe d'investissement destinée aux opérations durables telles que le remplacement de chaudières ou les rénovations.

#### Ajustements et requalifications

Un repositionnement de certains coûts (nettoyage, restauration, informatique) de la masse salariale vers l'enveloppe de fonctionnement est évoqué. Il ne s'agit pas de salaires directs versés, mais de factures émanant d'entreprises qui emploient ces personnels. Les travaux de la cuisine ont été reportés sur 2026.

#### État des comptes

Une amélioration du recouvrement a été constatée depuis septembre, mais la situation demeure tendue. Les créances s'élèvent à près de 1,5 M€ au 01/12/2025. L'objectif affiché est de garantir une trésorerie suffisante sur l'année et de lisser les investissements.

#### Situation fin août 2024 concernant les impayés et recouvrement :

Le taux de recouvrement atteignait 99,2%. Les impayés représentaient 255 298 £, concernant 54 familles et 79 élèves.

#### Situation fin août 2025 :

Le montant des impayés a quasiment doublé pour atteindre 528 325 £ au 28/8/25, en raison de l'effet TVA combiné à l'augmentation générale des coûts (98,8% de taux de recouvrement).

#### Suivi récent :

Après des relances, ce montant a été réduit à environ 200 000 £.

À la date du 1/12/2025, les impayés représentent cependant un montant de 1 461 000 £ (326 familles).

Un noyau dur de familles en difficulté nécessite un accompagnement particulier, avec un échelonnement proposé au cas par cas. L'APL a suggéré une offre de paiement en mensualités, mais le LFCG préfère gérer cette solution au cas par cas. Il a toutefois été proposé de communiquer plus largement aux familles la possibilité d'échelonnement.



## **TVA / Fiscalité**

Des déclarations trimestrielles sont effectuées auprès du fisc britannique. La TVA déductible reste limitée. Une exonération est appliquée pour les petites sections et la restauration des élèves. La régularisation complète de l'année 2025 est prévue début 2026, avec une présentation consolidée dans le compte financier au printemps 2026.

## **Perspectives 2026-2027**

Il a été annoncé que les salaires des équipes pédagogiques employées en contrat local seront augmentés de 4% (en lien avec l'inflation au Royaume-Uni) et que le tarif horaire des heures supplémentaires sera augmenté de 6%. Par ailleurs, une hausse dramatique des contributions des pensions civiles des personnels détachés est annoncée : +35% en 2026, puis +50% en 2027 pour les EGD. Face à cette situation, un plan de maîtrise des dépenses a été élaboré, incluant des groupements de commandes, des négociations avec les fournisseurs, un étalement des achats et une optimisation des loyers. Le budget initial 2026 sera voté lors du CA de l'AEFE, avec une décision attendue le 18 décembre. Cela implique qu'un nouveau CE extraordinaire devra se tenir en janvier 2026. Les consultations locales auront lieu après les arbitrages de l'Agence AEFE.

## **VII. Politiques**

Plusieurs politiques ont fait l'objet d'une mise à jour : la Data Protection Policy, la Privacy Notice (générale et personnel), la Concerns and Complaints Policy, la Whistleblowing Policy, l'Anti-Bullying Policy et la Cyber Security Policy.

Les modifications ont principalement porté sur l'actualisation des dates, des noms des responsables et des liens obsolètes, ainsi que sur la mise en conformité selon l'évolution des législations britannique et française. Il ne s'agit pas d'une refonte de fond, mais bien d'une volonté d'assurer une application effective de ces règlements.

## **VIII. Voyages scolaires**

Les voyages suivants ont été présentés et adoptés à l'unanimité :

Le voyage des élèves russophones à Vilnius s'élèvera à 714 € (montant ajusté en raison de l'augmentation des prix des billets d'avion), tandis que le voyage cinéma à Rochefort coûtera 630 € (contre 607 € initialement prévus).

## **IX. Point travaux**

Une présentation des travaux effectués ou en cours a été faite. Parmi ceux-ci figurent la rénovation des fenêtres à MDO par le borough (sans incidence financière pour le LFCG), l'amélioration de l'acoustique et l'installation de matériel de son dans la cantine de MDO, ainsi que des aménagements extérieurs incluant des marquages au sol pour l'une des cours de MDO et divers équipements comme des vestiaires.

Concernant la sécurisation des installations, des travaux d'amélioration des éclairages sont en attente à MDO, des extracteurs de fumée doivent être installés dans les locaux techniques, et la chaufferie Voltaire à SK doit être sécurisée.

Les travaux à prévoir (études et projets) comprennent un diagnostic acoustique dans toutes les salles de classe de SK, des projets d'amélioration du climat scolaire au secondaire suite à l'enquête menée, et des prévisions de travaux pour l'été prochain à SK portant sur les chaudières, la mise en sécurité et la réfection de l'infirmierie en vue de la construction d'un wellbeing center.

## **X. Questions diverses des associations de parents d'élèves**

### **A - Les questions de l'APL ont porté sur les points suivants :**

#### **Paiements et mensualisation**

L'APL a demandé la mise en place d'une remise pour les fratries, comme c'est le cas dans de nombreux établissements AEFE, y compris des EGD. La réponse a été négative, l'argument MDO en avant étant que l'établissement reste le moins cher du réseau AEFE au Royaume-Uni.

Une autre demande concernait la possibilité de proposer un paiement en mensualités avec des tarifs préférentiels selon que l'on paie en une fois, trois fois ou dix fois. Il a été répondu que les échelonnements de factures sont déjà offerts au cas par cas à la demande des familles. L'APL a demandé que cette possibilité soit mieux et plus largement communiquée aux familles, ce qui pourrait contribuer à prévenir les impayés (rappel : 1,461 m£ en recouvrement au 1/12/2025).



### **Uniformes en primaire**

Suite à des discussions lors des conseils d'écoles de SK et de MDO, l'APL propose d'ouvrir ce débat auprès des parents, de manière conjointe dans toutes les écoles primaires, afin de créer une unité et un sentiment d'appartenance au LFCG. Les directeurs d'écoles ont précisé que la discussion est actuellement en cours en interne et ont proposé de lancer une consultation auprès de tous les parents de primaires. L'APL s'est déclarée à la disposition du lycée pour diffuser toute consultation auprès des familles.

Les arguments en faveur de l'uniforme incluent la cohésion, la simplicité et l'attractivité pour les familles internationales. Les arguments contre évoquent le coût, la liberté et l'aspect symbolique. L'APL a précisé que cette discussion ne concerne que les primaires, d'autant plus que sur les sites de Wix et MDO, certains enfants inscrits au lycée portent déjà des uniformes. Concernant le coût, il est tout à fait possible de le limiter avec l'offre disponible en supermarché au UK et de ne proposer que 2-3 articles avec un écusson.

### **Rendez-vous parents-professeurs au niveau Primaire :**

L'APL a souligné que les journées banalisées, communes à toutes les écoles et au secondaire, posent problème aux parents d'enfants en primaire. En effet, ces derniers doivent faire garder leurs enfants tout en participant aux réunions parents-professeurs à l'école et en travaillant. Plusieurs solutions pourraient être envisagées, comme c'est déjà le cas pour les professeurs en parité horaire ou dans les écoles en France. Par exemple, les rendez-vous pourraient être étalés en journée ou après le temps scolaire sur deux semaines. Le lycée a répondu que le sujet était renvoyé aux directeurs d'école primaire et a mis en avant les pics d'absence d'enfants observés la veille des vacances scolaires, en particulier celles de Noël.

### **Rendez-vous parents-professeurs au niveau Secondaire :**

Un passage progressif vers un outil numérique (Google Calendar) est en cours, avec un abandon progressif du format papier. L'APL a suggéré l'utilisation d'outils d'optimisation des créneaux en cas de rendez-vous multiples pour plusieurs enfants d'une même fratrie. Elle a notamment recommandé l'utilisation de TES (lien envoyé à M. Léridon suite au conseil d'établissement).

### **Points à suivre - pour APL**

Plusieurs actions sont à poursuivre : finaliser et publier le règlement intérieur du CE, présenter le compte financier complet incluant la TVA (mars-avril 2026), renforcer la communication auprès des familles (concernant l'échelonnement, les travaux, les réunions, l'arrêt des partenariats avec les écoles britanniques sur les sites de Wix et MDO), et avancer sur les révisions des chartes numériques ainsi que sur le pilotage de l'IA. L'APL va également réitérer sa demande de remise fratrie et mensualisation à la DAF.

### **B - Questions du CIPL :**

Une grande partie des questions concernait le budget mais le lycée a expliqué qu'il ne pouvait pas y répondre pour le moment étant donnée la situation expliquée plus haut (CA de l'AEFE le 18 décembre 2025). Le Lycée est un EGD aussi, la proviseure a rappelé qu'elle était ordonnatrice de l'opérateur public qu'est l'AEFE et que beaucoup de questions s'adressaient à l'AEFE.

Des questions concernant la sécurité extérieure ont été abordées avec Mme Colette Shulver. Sur le volet IA et politique numérique, la révision de l'ICT/Internet Acceptable Use Policy est prévue pour 2026. Une formation de l'équipe enseignante aura lieu mi-décembre.

### **Paielements :**

Le CIPL a aussi demandé la possibilité des remises fratrices. La même réponse négative lui a été donnée

**Restauration (packs lunch)** Non, pour des raisons de sécurité et d'espace.

**Poids des cartables:** déjà répondue en CVC. Rappel de Mr Léridon: l'APL a financé l'achat des livres scolaires de 6ème qui restent au Lycée afin d'éviter aux élèves de les apporter à l'école. Des casiers sont également disponibles pour laisser les sacs de sport ou autres.